

Proposition de Plan d'Actions dans le cadre du Programme EER genevois**Collectivités - Déchets & économie circulaire (D&EC)****PA17 - Version 1.4**

La proposition de Plan d'Actions se base sur la version 5 du Standard genevois d'évaluation des économies d'énergie, d'émissions de CO₂ et de déchets.

A. Organisation du Plan d'Actions**1. Auteur·e de la proposition de Plan d'Actions**

L'auteur·e de la proposition de Plan d'Actions est la personne ou l'organisme qui a la responsabilité et qui gère les procédures liées au Standard genevois d'évaluation. Il·Elle peut être le·la propriétaire du Plan d'Actions.

Nom de l'auteur·e de Plan d'Actions	Amoudry-Frézier, Florence
Entreprise	SIG/Programme éco21
Contact	Chemin du Château-Bloch 2 – 1219 Le Lignon Tél : 079 411 08 46 Courriel : florence.amoudry-frezier@sig-ge.ch

2. Propriétaire du Plan d'Actions

Le·La propriétaire de Plan d'Actions peut être un organisme ou une personne différente de l'auteur·e de la proposition à qui il·elle a confié la gestion des procédures de valorisation des réductions d'émission de son Plan d'Actions dans le cadre du Standard genevois d'évaluation.

Nom du·de la propriétaire du Plan d'Actions	Amoudry-Frézier, Florence
Entreprise	SIG/Programme éco21
Contact	Chemin du Château-Bloch 2 – 1219 Le Lignon Tél : 079 411 08 46 Courriel : florence.amoudry-frezier@sig-ge.ch

B. Informations générales sur le Plan d'Actions

1. Description générale

Dans le cadre de nos tâches d'intérêt public, le Plan d'Action éco21-Collectivités « Déchets & économie circulaire (D&EC) » est le plan d'action du programme éco21 de SIG qui comporte les axes d'actions et d'accompagnement suivants :

- Proposer aux villes et communes genevoises des solutions construites sur mesure en lien avec les thématiques des déchets et de l'économie circulaire.
- Apporter une expertise et un choix de solutions répondant aux politiques publiques portées par le Service de géologie, sol et déchets (GESDEC) et le Service cantonal du développement durable (SCDD).
- Solliciter les corps experts, professionnels et associatifs au sein du tissu économique genevois.
- Identifier les sources de financements facilitant la mise en œuvre des projets.

Cet accompagnement vise à réduire l'empreinte environnementale par l'économie circulaire, à diminuer la quantité de déchets incinérables et à augmenter le taux de recyclage des déchets (des administrations, des ménages et des entreprises via les infrastructures communales et les sensibilisations).

Dans le contexte de l'approbation récente de la loi LGD (Loi sur la gestion des déchets) du 2 septembre 2022 qui stipule (Art.2 point 1.a) et b)) l'évitement ou la limitation des déchets et l'obligation de tri (valorisation matière) dans la mesure du possible, cet accompagnement a un effet accélérateur notable sur ces obligations car il permet, avec des moyens facilitateurs associés (financiers, humains...), le passage à l'action et l'obtention de résultats.

Le Plan d'Action éco21-Collectivités D&EC réalise une stratégie communale constituée d'un état des lieux et définissant des actions permettant de répondre aux objectifs politiques communaux et cantonaux, en matière de prévention et de gestion des déchets. L'objectif visé étant l'accélération de la mise en œuvre opérationnelle et le suivi de ces actions.

Trois grandes catégories d'actions sont proposées aux collectivités pour activer les économies de déchets et de CO₂ :

- **Mise en place de nouvelles infrastructures pour :**
 - Augmenter le taux de tri des déchets dans les administrations, bâtiments communaux et sur leur territoire auprès des habitants et/ou des marchands.
 - Faciliter le déploiement de nouvelles activités liées à l'économie circulaire et à la réduction à la source des déchets et des émissions de CO₂
- **Sensibilisations à la prévention des déchets et à l'optimisation du tri** (formats en présentiel ou en virtuel auprès des habitants)
- **Solutions liées à l'économie circulaire** pour préserver les ressources

2. Objectifs

Le plan d'actions éco21-collectivités D&EC vise à améliorer la prévention et le tri des déchets aussi bien en agissant sur les équipements et infrastructures que sur les changements de comportement des usagers.

Les objectifs se déclinent ainsi :

- Diminution de la production de déchets incinérés via les sensibilisations auprès des ménages (par ex : démarche zéro déchets, distribution de P'tites poubelles vertes, supports de documentations spécifiques, questionnaire...)
- Augmentation et amélioration du tri (matériel de collecte et infrastructures de tri supplémentaire, étiquetage unique des contenants et sensibilisation du public cible).
- Préservation des ressources (biens de consommation, équipements électriques électroniques)

Le plan d'actions éco21-Collectivités D&EC participe à l'atteinte des objectifs des politiques déchets et climatique par la réduction des quantités de déchets envoyés à l'incinération et des réductions à la source de déchets qui réduisent aussi les émissions de CO₂.

3. Périmètre et rayon d'action du Plan d'Actions

Les actions éco21-Collectivités D&EC se limitent aux territoires des villes et communes genevoises (leurs propres administrations et infrastructures) et à leurs habitants.

4. Type de Plan d'Actions

Les types d'actions admis dans éco21-Collectivités D&EC sont listés dans le tableau ci-dessous :

Nature d'effets	Catégories	Types de Projets ou d'Actions
GES et électricité	Optimisation énergétique (côté demande ou production)	<input type="checkbox"/> Amélioration de la performance énergétique par une rationalisation du mode d'utilisation des équipements énergétiques
	Projets d'investissement	<input type="checkbox"/> Amélioration de la performance énergétique par une rationalisation du mode d'utilisation des équipements énergétiques Remplacement et/ou modification importante des installations ayant un impact sur les émissions de GES et/ou la consommation d'électricité <input type="checkbox"/> Utilisation et/ou évitement des rejets de chaleur <input type="checkbox"/> Changement de combustibles : substitution de mazout par du gaz (anticipée pour les projets touchant au chauffage des bâtiments),

		substitution de mazout ou de gaz par des énergies renouvelables
		<input checked="" type="checkbox"/> Réduction des émissions indirectes de GES
	Transport des biens et des personnes (flottes de véhicules)	<input type="checkbox"/> Amélioration de l'efficacité des modes de transport des voyageurs et des marchandises
		<input type="checkbox"/> Substitution de carburants
Déchets	Tri des déchets	<input checked="" type="checkbox"/> Augmentation du taux de tri des déchets chez les producteurs de déchets <input checked="" type="checkbox"/> Optimisation de la collecte <input checked="" type="checkbox"/> Développement de nouvelles filières de tri, mise en place de déchetteries, formation et/ou sensibilisation des utilisateurs
Ressources	Réduction à la source des déchets et préservation des ressources	<input checked="" type="checkbox"/> Solutions de partage et d'économie de la fonctionnalité <input checked="" type="checkbox"/> Solutions de substitution du jetable par le réutilisable : contenants réutilisables (consigne) <input checked="" type="checkbox"/> Solutions d'allongement de la durée d'usage : Promotion du réemploi ou seconde main, création de lieux favorisant ces pratiques (recyclerie, bibliothèque d'objets, plateforme informatique, etc.).
	Préservation de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/> Eco-conception <input checked="" type="checkbox"/> Critères d'achat (numérique responsable, alimentation durable, etc.) <input checked="" type="checkbox"/> Lutte contre le gaspillage (gaspillage alimentaire, sobriété des consommables et du matériel de bureau, etc.) <input checked="" type="checkbox"/> Changement de comportement (sensibilisation zéro déchets, numérique responsable, etc.)

5. Risques de double comptabilité par rapport à d'autres instruments (législatifs ou autres)

Les réductions d'émissions de CO2 liées aux économies de déchets étant considérées comme des émissions indirectes, aucun certificat négociable n'est généré et donc il n'y a pas de risque de double comptabilité.

C. Description du Plan d'Actions

1. Description du Plan d'Actions

Le Plan d'Actions éco21-Collectivités D&EC propose aux villes et communes genevoises un accompagnement selon un processus en quatre étapes :

1. Etat des lieux : prise en compte de la stratégie D&EC et des objectifs du Plan Directeur Communal & des Règlements communaux sur la gestion des déchets ;
2. Identification des potentiels : définition des axes stratégiques & objectifs à atteindre au cours de la législature ;
3. Proposition d'actions : traduction des objectifs en actions opérationnelles ;
4. Mise en œuvre et suivi des actions opérationnelles : avec mobilisation des incitations SIG-éco21, fédérales ou cantonales et établissement d'un bilan.

Parmi les actions opérationnelles, sept types d'actions ont été développés par le Plan d'Actions éco21-Collectivités D&EC. Dans certains cas, ils peuvent être légèrement adaptées pour répondre à des besoins spécifiques. Ces actions sont toutes financées par la commune et SIG-éco21, selon une répartition et à des conditions définies pour chacune.

Les types d'action ci-dessous sont développés spécifiquement par le Plan d'Actions éco21-Collectivités D&EC :

a. Etiquetage unique des écopoints :

Cet étiquetage a pour objectif d'harmoniser les visuels déchets officiels sur l'ensemble des écopoints communaux, afin d'améliorer la qualité du tri et d'augmenter la quantité des déchets triés. L'action se déroule ainsi :

- Envoi d'une procédure spécifique SIG-éco21 à la commune décrivant les conditions d'obtention de ces visuels (acteurs, logistique, aspect financier...)
- Une fois les affiches installées sur les écopoints, la commune en transmet la preuve à éco21 : photos, nombre d'affiches et facture de l'imprimerie.
- Les documents de preuve sont stockés à SIG-éco21
- Les données sont renseignées dans un fichier excel

b. Accompagnements à la mise en place d'infrastructures de tri :

Ce type d'action propose d'accompagner la commune dans la réduction et le tri des déchets dans leurs bâtiments administratifs ou après des habitants. Il se déroule ainsi :

- La commune met en place, sur les lieux stratégiques identifiés, les infrastructures de tri nécessaires à la collecte sélective des déchets recyclables ;
- La commune communique les économies de déchets évitées à l'incinération à SIG-éco21 (tonnages des différentes catégories de déchets triés) ;
- La collecte sélective sur ces lieux de tri durera tant que la commune le souhaitera (questions politique, budgétaire et logistique principalement).
- Les données sont renseignées dans un fichier excel

c. Sensibilisation sur le lieu d'une infrastructure de tri ou d'économie circulaire :

Ce type d'action vise à sensibiliser directement les habitants sur le lieu de tri des déchets (écopoint ou déchèterie mobile par exemple) ou de l'infrastructure de l'économie circulaire (dépose d'objets à but de réutilisation, partage ou réparation par exemple). Il se déroule ainsi :

- Sur le lieu de l'infrastructure, un conseiller SIG-éco21 accompagne les ménages dans leur geste de tri, promeut la réduction des déchets à la source et les différentes alternatives offertes par l'économie circulaire sur le territoire (reconditionnement, réparation, partage, etc.). Il instaure un dialogue simple avec l'habitant, répond à leurs questions et lève les « a priori ». Lors de cette sensibilisation, il est possible de distribuer le kit P'tite poubelle verte ou de définir d'autres besoins sollicités par la commune.
- A l'issue de cette sensibilisation, un bilan est rédigé par le conseiller SIG-éco21 (nombre de personnes rencontrées, points discutés...). Les données sont renseignées dans un compte-rendu d'intervention et reportées dans un fichier excel.

d. Evènement sur la thématique des déchets & de l'économie circulaire :

Ce type d'action porte sur l'organisation d'événements de sensibilisation autour de la thématique des déchets et de l'économie circulaire. Il se compose des éléments suivants :

- La commune propose des événements de sensibilisation aux acteurs du territoire. Cet événement peut être à géométrie variable selon les besoins de la commune mais comporte à minima une exposition SIG-éco21 (totems + quiz) sur quatre thématiques : la réduction des déchets et le zéro déchet, les déchets organiques, les déchets d'équipements électriques et électroniques, le gaspillage alimentaire ;
- Des ateliers complémentaires à cette exposition sont proposés par SIG-éco21 et/ou la commune (ateliers Zero Waste, exposition sur les plastiques, conférences des prestataires recycleurs, atelier numérique responsable, etc.) ;
- A l'issue de cet événement, le nombre de personnes sensibilisées sera reporté par le Conseiller SIG-éco21 ;
- Les données sont renseignées dans un fichier excel.

e. Sensibilisations zero waste :

Ce type d'action porte sur l'organisation d'action de sensibilisation sur le zéro déchet spécifiquement pour les ménages et en présentiel :

- Il s'agit, au choix, par exemple de conférences, d'ateliers, de mini-ateliers... organisés par Zéro Waste qui sont proposés aux ménages par la commune ;
- Ces sensibilisations donnent une bonne introduction au Zéro Déchet à travers des conseils simples et concrets. Divers thèmes peuvent être abordés selon le choix de la commune (aliments et boissons, cosmétiques, nettoyage et vêtements, travail, vacances et cadeaux...). Cela permet aux participants de s'inspirer pour commencer ou renforcer leur volonté de réduire leurs déchets, de préserver les ressources naturelles, de soutenir les commerces locaux et de réduire les émissions de CO₂ ;
- A l'issue de cet événement, le nombre de participants et le type de sensibilisation seront reportés par le Conseiller SIG-éco21.
- Les données sont renseignées dans un fichier excel

f. Accompagnement individuel zero waste :

Ce type d'action consiste en un rendez-vous téléphonique individuel, coaching, avec un conseiller SIG-éco21 dans la réduction des déchets, l'amélioration du tri et l'économie circulaire :

- Ces accompagnements sont destinés aux employés communaux
- Le coaching commence par une évaluation des habitudes de consommation et de tri des déchets au travail et à son domicile. Il permet de comprendre les actions déjà mises en place et les limites que rencontrent l'employé pour aller plus loin dans la réduction des déchets et dans un mode vie plus durable. La discussion traverse ensuite les thématiques travail, achat, alimentation, gaspillage, nettoyage, cosmétique...pour dispenser le plus de solutions possibles correspondant au niveau d'engagement et de maturité de l'employé ;
- A l'issue de cet évènement, le nombre d'accompagnement sera reporté par le Conseiller SIG-éco21.

g. Solutions liées à l'économie circulaire :

Ce type d'action consiste à accompagner les communes dans la mise en œuvre de solutions de partage et de la fonctionnalité (ex : prêt, dons, vente...) de l'utilisation de solutions de substitution du jetable par le réutilisable et de solutions d'allongement de la durée d'usage de biens de consommation, d'équipements électriques et électroniques.

- A l'issue de ces actions, la quantité de gain déchets sera reportée par SIG-éco21 via les outils et fichiers dédiés.

L'ensemble de ces sept types d'actions déchets & économie circulaire pourront évoluer à l'avenir si nécessaire et d'autres pourront s'y ajouter.

Les Conseillers-éco21 effectuant les évènements de sensibilisation sont tous des spécialistes de la thématique ou formés par SIG-éco21.

Actions d'accompagnement ne comptabilisant pas d'économie directe :

Ces actions apportent une expertise sur des sujets déchets & économie circulaire encore non explorés par les collectivités, faute de moyens (financiers, ressources humaines ou techniques), ou à optimiser. Ces dernières peuvent se traduire par la création et la mise à disposition de guides, de supports, d'outils reflétant leurs besoins ou le lancement et le suivi de mandats d'études pour des projets spécifiques.

Voici deux exemples :

- Finalisé en mai 2022 : Guide stratégique pour l'élaboration d'un plan déchets à l'échelle des nouveaux quartiers (mandat donné à un bureau environnement, piloté et financé par SIG-éco21) destiné aux 45 villes et communes Genevoises
- En cours et lancée début juillet 2022 : Etude de faisabilité pour une ressourcerie dans un quartier (mandat donné à un cabinet spécialisé, piloté et financé par SIG-éco21) destiné à la Ville de Vernier

2. Facteurs d'émission CO₂

Les facteurs d'émission applicables pour les Actions sont ceux figurant dans le Document spécifique GES du Standard genevois d'évaluation.

3. Méthodologies appliquées

Le calcul des effets des Actions prises en compte dans le Plan d'action se base sur les méthodologies suivantes :

- Méthodologie MD19 : Sensibilisation déchets
- Méthodologie MD20 : Réduction de tonnes de déchets par le recyclage
- Méthodologie MD22 : Circularisation des équipements électriques et électroniques
- Méthodologie MD23 : Circularisation des produits de consommation courante et réemploi des produits de construction

Elles sont appliquées de façon suivante selon le type d'action :

Type d'action	MD19 Méthodologie sensibilisation déchets Niveaux N0, N1, N2, N3	MD20 Méthodologie réduction de tonnes déchets par le recyclage	MD 22 et MD 23 Méthodologies circularisation EEE, biens...
Étiquetage des écopoints	N0	-	-
Accompagnement à la mise en place d'infrastructures de tri	-	x	-
Sensibilisation sur le lieu infrastructure tri (ex : écopoint) ou économie circulaire (ex : dépôt objets pour réutilisation)	N1	-	-
Evènement sur la thématique D&EC	N2	-	-
Sensibilisation zero waste	N2 : conférence et mini-atelier zero waste N3 : atelier zero waste	-	-
Accompagnement individuel zero waste	N3	-	-
Solutions liées à l'économie circulaire	-	-	x

4. Effets attendus

Les effets attendus, autant pour les actions ciblées sur le territoire communal qu'auprès des ménages, sont une diminution des quantités de déchets incinérés (par la prévention) et augmentation du taux de tri des déchets, entraînant également une baisse de la production des ordures ménagères.

La réduction d'émissions de CO₂ est comptabilisée, sous les émissions indirectes, pour les actions liées aux méthodologies MD20, MD22 et MD23.

5. Valorisation des effets

Les effets générés par le Plan d'Action sont comptabilisés distinctement selon leur type de valorisation admis. Les tableaux ci-dessous détaillent les différentes valorisations possibles et précisent quels effets donnent lieu à une comptabilisation, lesquels à des certificats négociables et lesquels à des aides financières de SIG-éco21.

Légende :

C = Comptabilisation

CN = Certificats négociables

F = Aide financière éco21

	Emissions de CO ₂
Emissions indirectes	C, F

	Déchets
SIG	C, F

Définitions :

- *SIG* : Economie d'électricité ou de tonne de déchets attribuable entièrement au programme SIG-éco21
- *Emissions indirectes* : Réductions d'émissions indirectes (ex : liées à des actions portant sur les déchets)

6. Prise en compte des fuites

Il n'est pas considéré de fuite (c'est-à-dire des effets interactifs), en référence aux méthodologies MD19, MD20, MD22 et MD23.

7. Facteurs d'influence

Les facteurs d'influence pour le Plan d'Actions peuvent être d'ordre financier ou légal.

Si la taxe au sac pour les ordures ménagères est mise en place sur le canton de Genève (ce qui n'est pas le cas à ce jour), cette dernière peut avoir un impact positif ou négatif sur le Plan d'Actions Collectivité D&EC, au niveau des ménages.

Si le budget communal ne permet plus ou pas de financer la collecte sélective sur les marchés (volonté politique), un impact négatif pourra avoir lieu sur le tri.

Au niveau légal, l'évolution de la législation sur les déchets (loi cantonale et réglementation communale) peut influencer le comportement des communes et des ménages.

D. Additionnalité

1. Additionnalité réglementaire et légale

Le Plan d'Actions éco21-Collectivités D&EC accélère significativement le déploiement des obligations règlementaires de la LGD (Loi sur la gestion des déchets) du 20 mai 1999, remplacée par la nouvelle LGD approuvée le 2 septembre 2022. Il permet avec des moyens facilitateurs associés (entre-autres la méthodologie et les solutions SIG-éco21) le passage à

l'action des communes et l'obtention de résultats en termes de diminution de quantité de déchets incinérés et/ou d'augmentation du taux de tri.

2. Analyse des barrières

Les types de barrières qui empêchent ou freinent la réalisation des actions naturellement sont d'ordre financier et structurel, culturel.

a. Barrières financières

Les aides financières proposées par le Plan d'Action Collectivités D&EC permettent d'effectuer de manière récurrente et plus systématique ces sensibilisations auprès des marchands et des habitants du territoire. Elles permettent d'initier ces actions ou de multiplier le nombre de sensibilisations car le budget communal en est allégé.

b. Barrières culturelles et structurelles

Malgré l'obligation légale de l'obligation de tri « dans la mesure du possible » trop peu de résultats ont été notifiés depuis 1999. Selon le rapport 2019 de la « Composition de la poubelle des Genevois » publié par le DT, l'évolution du taux de recyclage de la poubelle genevoise entre 2011 et 2019 est passé seulement de 40 à 44%. En 2019, encore 56% de déchets valorisables étaient présents dans les ordures ménagères incinérées.

Également, en 2020, le canton a fixé dans son PGD 2020-2025 (Plan de Gestion des déchets) un objectif à 60% du taux de recyclage des déchets urbains. Au vu de la faible augmentation (4%) de ce taux en 8 ans, entre 2011 à 2019, il ne paraît pas réaliste d'atteindre ces résultats sans effets accélérateurs d'ici 2025.

En ce sens, le Plan d'Actions Collectivités D&EC accompagne les villes et communes, en leur apportant, entre autres, une stratégie D&EC comprenant un état des lieux et la réalisation d'un plan d'actions. Également, le Plan d'Actions propose des actions de sensibilisation clé en main pour les ménages genevois permettant d'améliorer la compréhension des enjeux autour des déchets. L'aspect clé en main, permet aux villes et communes de multiplier ces actions.

Ces actions de sensibilisation ne sont pas obligatoires et mises en œuvre au bon vouloir des collectivités mais restent un élément clé pour l'atteinte des objectifs cantonaux en matière de réduction de déchets incinérés. Ces dernières, proposées par le Plan d'Action Collectivités D&EC, sont aisément activables et peuvent donc être réalisées de manière plus récurrente, assurant ainsi un rôle accélérateur par rapport aux obligations réglementaires.

3. Analyse de la pratique courante

En ce qui concerne les déchets organiques, malgré les campagnes massives de communication de l'Etat et relayées par les communes, respectivement en 2016, 2019 et 2022 et l'action de la « p'tite poubelle verte », il reste encore 1/3 de ces déchets dans la poubelle incinérable genevoise.

Les communes quant à elles, n'ont pas de moyen de contrôle, ni coercitif concernant l'ensemble des déchets produits par leurs administrés. La plupart des villes et communes ne

disposent pas d'un processus d'accompagnement dans la réduction de leurs déchets ou ne connaissent pas leurs potentiels d'économies de déchets incinérés. De façon similaire, très peu de communes entreprennent des actions de sensibilisation de manière structurée, récurrente, avec des acteurs spécialisés et un suivi de ces dernières. Concernant les marchés, la pratique actuelle mise en œuvre par les communes est que les marchands repartent avec leurs déchets. La commune n'a donc pas à assurer la mise en place d'infrastructure de tri des déchets sur place, ni à prendre en charge les coûts de logistique et de valorisation de ces déchets.

Le Plan d'Actions Collectivités D&EC va donc permettre d'accélérer significativement la réalisation de ces actions au sein des villes et communes.

E. Aides financières

Le Plan d'Actions éco21-Collectivités D&EC bénéficie pour ces actions d'un cofinancement de la Commune partenaire pour l'ensemble des actions proposées.

Les villes et communes ne valorisent pas de leur côté les réductions de déchets évités à l'incinération ni les émissions de CO₂ évitées pour les actions D&EC proposées. La totalité des économies générées par le Plan d'Actions éco21-Collectivités D&EC est donc comptabilisée par SIG-éco21.

F. Echancier

Le Plan d'Actions éco21-Collectivité D&EC a été mis en œuvre depuis 2020. Il a été annoncé à l'entité coordinatrice avant sa mise en œuvre. Il se poursuit auprès des villes et communes du temps que :

- son accueil reste favorable
- les besoins sont présents en termes d'actions de sensibilisation et d'optimisation de la collecte sélective

La durée du Plan d'Actions éco21-Collectivités D&EC n'est pas définie à ce jour. Cependant, conformément aux règles du Programme EER genevois, la durée de validation du Plan d'Action est fixée à 10 ans depuis la date du rapport de validation. Au terme de cette période, le Plan d'action devra être à nouveau validé pour tenir compte de l'évolution du cadre réglementaire et du contexte.

G. Plan de suivi

1. Description

Le monitoring des personnes sensibilisées ou les statistiques de déchets évités à l'incinération est réalisé à travers différents moyens, selon les actions :

- Étiquetage des écopoints : facture justifiant du nombre de visuels apposés, envoyée par la commune à SIG-éco21
- Accompagnement à la mise en place d'infrastructures de tri : fichier xls trimestriel justifiant des tonnages de déchets (sur la base de la facture ou bons de pesées entre le prestataire et la commune), envoyé par la commune à SIG-éco21
- Sensibilisation sur le lieu d'une infrastructure de tri ou d'économie circulaire : rapport de l'opération transmis par le Conseiller à SIG-éco21
- Evènement sur la thématique D&EC : nombre de participants transmis par le Conseiller à SIG-éco21 (mail)
- Sensibilisations zero waste : fichier xls et facture justifiant du nombre de participants, envoyé par le Conseiller (prestataire Zero Waste) à SIG-éco21
- Accompagnement individuel zero waste : fichier xls et facture justifiant du nombre de participants, envoyé par le Conseiller (prestataire Zero Waste) à SIG-éco21
- Solutions liées à l'économie circulaire : kg de gain déchets reporté dans les fichiers dédiés et transmis à SIG-éco21.

Les personnes peuvent participer plusieurs fois à différentes ou à une même action de sensibilisation listées ci-avant. Les communes pourront bénéficier d'une seule fois la prise en charge de l'étiquetage des écopoints (subvention SIG-éco21).

Tous les documents sont enregistrés par SIG-éco21 et ces indicateurs sont renseignés par SIG-éco21 dans un fichier xls consolidé permettant d'avoir une vue et un suivi global.

2. Fréquence

Le suivi sera réalisé chaque année civile.

3. Données enregistrées

Les données relevées et enregistrées sont selon les types d'actions :

Étiquetage unique des écopoints :

Donnée / Paramètre	Nom de la donnée / du paramètre
Unité	Nombre de personnes sensibilisées > tonnes de déchets calculées
Description	Quantités de déchets triés et évités à l'incinération, grâce à la mise en place de visuel déchets apposés sur tous les écopoints du territoire communal
Source	Information de la commune : comptage des visuels selon le nombre d'écopoints ; nombre d'habitants (selon OCSTAT)
Procédure de mesure	Déclaration par la commune ; justificatif de la réalisation de l'action avec la facture de l'imprimeur et photos (si possible)
Fréquence de la mesure	En une seule fois, après la réalisation de l'étiquetage

Accompagnement à la mise en place d'infrastructures de tri :

Donnée / Paramètre	Nom de la donnée / du paramètre
Unité	Tonnes de déchet mesurées
Description	Quantité de déchets triés et évités à l'incinération, grâce à la mise en place d'infrastructures de tri sélectif des déchets recyclables
Source	Information de la commune ; comptage selon les justificatifs : bons de pesée ou facture de leur prestataire transporteur/recycleur
Procédure de mesure	Déclaration par la commune ; tableau récapitulatif xls
Fréquence de la mesure	Trimestrielle

Sensibilisation sur le lieu d'une infrastructure de tri ou d'économie circulaire :

Donnée / Paramètre	Nom de la donnée / du paramètre
Unité	Nombre de personnes sensibilisées > tonnes de déchets calculées
Description	Nombre de personnes sensibilisées sur le lieu de tri ou économie circulaire
Source	Information par le Conseiller SIG-éco21 ; comptage sur place
Procédure de mesure	Déclaration par le Conseiller, notifié dans le rapport de sensibilisation
Fréquence de la mesure	Après chaque sensibilisation

Evènement sur la thématique des déchets & de l'économie circulaire :

Donnée / Paramètre	Nom de la donnée / du paramètre
Unité	Nombre de personnes sensibilisées > tonnes de déchets calculées
Description	Nombre de personnes sensibilisées sur le lieu de l'évènement (exposition SIG-éco21)
Source	Information par le Conseiller SIG-éco21 ; comptage sur place
Procédure de mesure	Déclaration par le Conseiller, notification par mail à SIG-éco21
Fréquence de la mesure	Après chaque évènement

Sensibilisations zero waste :

Donnée / Paramètre	Nom de la donnée / du paramètre
Unité	Nombre de personnes sensibilisées > tonnes de déchets calculées
Description	Nombre de personnes sensibilisées sur le lieu de la sensibilisation
Source	Information par Zero Waste ; comptage sur place
Procédure de mesure	Déclaration par Zero Waste, notification par mail ou tableau récapitulatif xls
Fréquence de la mesure	Semestrielle à minima

Accompagnement individuel zero waste :

Donnée / Paramètre	Nom de la donnée / du paramètre
Unité	Nombre de personnes sensibilisées > tonnes de déchets calculées
Description	Nombre d'accompagnements réalisés auprès des habitants de la commune qui les a souscrits
Source	Information par Zero Waste ; comptage des rdv effectifs
Procédure de mesure	Déclaration par Zero Waste, notification par mail ou tableau récapitulatif xls
Fréquence de la mesure	Semestrielle à minima

Solutions liées à l'économie circulaire :

Donnée / Paramètre	Nom de la donnée / du paramètre
Unité	Tonnes de gain déchets
Description	Tonnes de déchets évités par le réemploi
Source	Documents officiels déchets (factures, bon de livraison, inventaire précis et détaillé)
Procédure de mesure	Sur la base de documents de traçabilité (ci-dessus)
Fréquence de la mesure	Semestrielle à minima

4. Assurance qualité

Les données sont collectées par les conseillers réalisant les actions de sensibilisation auprès des ménages et des marchands ou transmises par la commune. Un monitoring, selon point G.1, est réalisé afin que les informations puissent être consignées dans un fichier xls consolidé SIG-éco21.

Les conseillers sont formés par SIG-éco21 en amont de leurs premières interventions. Des formations continues et des séances d'informations sont réalisées régulièrement afin de mettre à jour les connaissances et compétences des conseillers.

H. Aspect financier du Plan d'Actions

Les aides financières SIG-éco21 prévues pour les actions du Plan d'Actions éco21-Collectivité D&EC sont variables. Systématiquement, les coûts sont pris en charge par la commune et par SIG-éco21, selon une répartition spécifique à chaque type d'actions. Dans le cadre des sensibilisations, les ménages ou marchands bénéficient de la gratuité.

- a) **Pour l'étiquetage unique des écopoints**, les coûts d'impression des visuels déchets sont pris en charge à hauteur de 50% du devis de l'imprimeur et un nombre d'impressions maximum subventionné est défini par commune, au prorata du nombre d'habitant selon une procédure dédiée SIG-éco21.

b) L'accompagnement sur la mise en place d'infrastructures de tri

Pour toutes les nouvelles installations et mises en service d'infrastructures de tri, les déchets évités à l'incinération sont subventionnés par SIG-éco21, à hauteur de 50 CHF à 150 CHF/tonne de déchets recyclables selon la catégorie.

c) La sensibilisation sur le lieu de l'infrastructure de tri, ici les écopoints, est subventionnée par SIG-éco21 selon deux variantes :

- Petite commune, 1 conseiller par écopoint : 370 CHF/sensibilisation
- Moyenne à grande commune, 2 conseillers par écopoint : 740 CHF/sensibilisation

Le coût total des sensibilisations étant de 520 CHF (1 conseiller/écopoint) et 1'040 CHF (2 conseillers par écopoint), le delta est à charge de la commune, soit respectivement 150 CHF et 300 CHF.

d) L'évènement sur la thématique Déchets & EC est pris en charge partiellement par SIG-éco21 par la mise à disposition gratuite de l'exposition SIG-éco21 et de l'animation par un conseiller. Selon les besoins et la taille de l'évènement, SIG-éco21 peut se positionner sur une participation complémentaire. Les habitants bénéficient de la gratuité.**e) Les sensibilisations zero waste** en présentiel sont prises en charge à hauteur de 25% par SIG-éco21 et 75% par la commune. Les habitants bénéficient de la gratuité.**f) Les accompagnements individuels zero waste, à distance**, sont subventionnés à hauteur de 35 CHF/accompagnement par SIG-éco21 et 15 CHF/accompagnement par la commune. Le ménage inscrit bénéficie de la gratuité.**g) Les solutions liées à l'économie circulaire** ne bénéficient pas de subvention directe par tonne de gain déchets évitée. La commune bénéficie d'un accompagnement personnalisé pour la mise en œuvre d'actions d'économie circulaire (via des mandats d'études spécifiques, la mise à disposition d'outils...).**I. Parties prenantes**

- SIG-éco21 et éco21-Collectivités D&EC : conception, pilotage et financement du Plan d'Actions
- Communes genevoises : prescriptrices et partenaires financiers des actions
- GESDEC (Service de l'Etat, Géologie, Sols et Déchets) : informé des actions car s'inscrit dans les objectifs du Plan de Gestion des Déchets Cantonal
- Prestataires : employés d'associations, de petites entreprises ou auto-entrepreneurs réalisant les prestations du Plan d'Actions, en particulier les sensibilisations
- Les recycleurs genevois (Comité des Recycleurs)
- Les bureaux conseils /ingénieurs
- L'ensemble des villes et communes, les habitants et les marchands du canton de Genève

J. Communication

J'accepte que

☒ Les données relatives au Plan d'Actions ci-dessus

☒ Mes coordonnées

soient publiées sur le site internet du Programme EER genevois